

Communiqué de presse

Paris, mercredi 8 octobre 2008

Au cœur de la crise : faire crédit, faire confiance

La crise que nous traversons témoigne de l'importance de la finance pour l'économie et la paix sociale.

La financiarisation de l'économie a accéléré la mondialisation dont il serait injuste de dire qu'elle n'a que des effets négatifs. Elle a facilité le transfert des richesses et des technologies. Elle a été un levier puissant pour des projets d'investissements dans des pays en voie de développement.

Le marché libre, à condition de respecter certaines exigences, demeure sans doute l'instrument le plus efficace pour utiliser les ressources et répondre aux besoins des hommes et des sociétés de façon efficace.

Mais la crise nous révèle nombre de conséquences négatives lorsque les logiques financières poussées à l'extrême sont déconnectées de l'économie et ont pour seule fin la recherche d'un profit immédiat.

Nos sociétés sont ébranlées. Et comme toujours, en pareil cas, les plus pauvres sont les premières et bien innocentes victimes.

Cette crise nous invite tous à nous interroger sur nos modes de vie, sur notre rapport à l'argent, sur nos manières de faire fructifier notre épargne et de recourir au crédit.

Nous ne pouvons que saluer les efforts des gouvernements et des responsables politiques pour faire face à la situation.

Il est essentiel que les mesures préconisées se donnent une autre fin que le seul maintien d'un système financier qui a révélé ses faiblesses et leurs conséquences humaines.

Ceci ne pourra se faire :

- sans une coopération entre les Etats et naturellement pour nous en Europe,
- sans la mise en place d'institutions nationales et internationales efficaces d'organisation des marchés financiers,

- sans se donner les moyens de réorienter nos économies pour qu'elles soient au service des personnes et non du seul profit.

Ceci suppose une réflexion éthique et un engagement :

- pour que l'on s'interroge sur des pratiques spéculatives visant la rentabilité maximum à court terme,
- pour que l'on revoie les systèmes de rémunération et de gratification des dirigeants d'institutions financières surtout quand ils ont contribué à la crise ou pourraient en tirer profit de manière inconsidérée,
- pour que soient mis en place les moyens d'une plus grande traçabilité de l'argent et d'une meilleure identification des risques,
- pour que l'économie développe un recours plus raisonné au crédit,
- pour que le marché financier, par des investissements socialement responsables, soit réorienté au service d'une économie productive et modulée par les exigences environnementales.

La crise actuelle peut être l'occasion de resserrer notre lien social.

Quand la finance prétend être sa propre fin et n'est plus animée que par le désir exclusif du profit, elle perd la tête.

Quand le souci de l'homme, de tout l'homme et de tous les hommes redevient prioritaire, la confiance renait.

Les évêques du Conseil pour les questions familiales
et sociales

Jean-Charles Descubes, archevêque de Rouen
Michel Dubost, évêque d'Evry
Michel Guyard, évêque du Havre
François Jacolin, évêque de Mende
Michel Pansard, évêque de Chartres